

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/transition-energetique-sortie-nucleaire>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez vous > Nos dossiers et analyses > Loi de transition énergétique : suivez le feuilleton ! > **Il ne peut y avoir de transition énergétique sans sortir du nucléaire !**

30 juillet 2014

Il ne peut y avoir de transition énergétique sans sortir du nucléaire !

Le Réseau "sortir du nucléaire" demande l'arrêt immédiat des réacteurs de plus de 30 ans et une vraie loi de transition énergétique.

Le 30 juillet 2014, Ségolène Royal a présenté en Conseil des ministres son projet de loi de "programmation de la transition énergétique pour la croissance verte". Résultat du travail acharné des lobbies énergétiques, au lieu d'un projet amorçant un tournant décisif, on obtient un texte creux, plein de mesures très consensuelles mais qui, en esquivant l'enjeu de la "réduction de la part du nucléaire" promise par le gouvernement, enterre toute véritable transition.

Sous couvert du "refus de normes contraignantes", le gouvernement se dévoile : l'exécutif n'a pas de vision ambitieuse, refuse de décider et continuera de laisser la politique énergétique aux mains d'EDF et consorts, marquant ainsi clairement sa position pro-nucléaire. Et de fait, EDF ne cache pas son souhait de voir prolonger la durée de fonctionnement des réacteurs à 50 voir 60 ans. Un projet qui aurait pour conséquences d'accroître fortement le risque d'accident et enfermera un peu plus la France dans l'impasse atomique. **Le Réseau "Sortir du nucléaire" appelle la commission spéciale qui sera constituée officiellement la semaine prochaine, ainsi que les parlementaires, à se ressaisir de la question, et demande l'arrêt immédiat des réacteurs de plus de 30 ans et une vraie loi de transition énergétique.**

Réduction de la part du nucléaire : un flou qui offre une voie royale au statu-quo

Après deux ans de discussions, le projet de loi se contente de rappeler l'objectif de campagne de François Hollande d'une réduction à 50% de la part du nucléaire d'ici à 2025.

Au lieu de définir les capacités nucléaires à retirer, le gouvernement ne décide pas et se contente de proposer un plafonnement de la production nucléaire actuelle. Pas de programmation des réacteurs à fermer, **pas de trajectoire précise et d'objectifs clairs de réduction des consommations**

d'électricité, rien ne permet de déduire comment se concrétisera cette réduction. Il faudra juste s'en tenir à la "programmation pluriannuelle de l'énergie"... Ce flou offre une voie "royale" au scénario plébiscité par EDF : une réduction purement mécanique de la part du nucléaire du fait de la montée en puissance des autres énergies, qui autorise la prolongation des réacteurs existants et même de nouvelles constructions !

Fermeture de centrales : l'État laisse EDF orchestrer la politique énergétique

Lors du débat sur la transition énergétique, a émergé l'idée d'une disposition permettant à l'État de décider de la fermeture d'un réacteur pour motif de politique énergétique. Cette mesure de simple bon sens ne figure pas dans la loi, remplacée par la programmation pluriannuelle de l'énergie et le postulat qu'aura lieu "un dialogue intelligent et fructueux avec EDF". Quel est le sens d'une « loi de transition » si le gouvernement - qui se refuse déjà à jouer son rôle de décisionnaire en tant qu'actionnaire majoritaire d'EDF - renonce à piloter la politique énergétique et continue à se plier au bon vouloir de la firme ? Et quid de la fermeture annoncée de Fessenheim, absente du projet ?

Ce renoncement montre clairement que le gouvernement a abdiqué face à EDF. Un choix irresponsable au regard des risques et des coûts croissants de la filière nucléaire, récemment mis en évidence par de nombreux rapports, que la ministre semble tout bonnement ignorer. Ce choix est également absurde, des représentants de la Direction Générale de l'Énergie et du Climat ayant reconnu que tabler sur une croissance modérée de la consommation d'électricité aboutirait à un « non-besoin » d'une vingtaine de réacteurs d'ici 2025 [1]. Dans un contexte de surproduction d'électricité au niveau européen, faut-il donc se résigner à laisser fonctionner des centrales chères, dangereuses et inutiles tant qu'EDF n'en aura pas décidé autrement ?

Arrêtons immédiatement les réacteurs vieillissants plutôt que de les rafistoler à grands frais

En France, une vingtaine de réacteurs a déjà dépassé 30 ans de fonctionnement, durée approximative pour laquelle ils ont été conçus. Problème : le vieillissement des installations est un phénomène inéluctable et contre lequel on ne peut agir qu'à la marge. Certains éléments, surveillés de près et cruciaux pour la sûreté, vieillissent inéluctablement sans pouvoir être remplacés. C'est le cas des cuves de réacteurs ou des enceintes en béton.

Et pourtant, **EDF souhaite rafistoler les réacteurs pour pouvoir les prolonger. Un projet qui pourrait coûter la modique somme de 250 milliards d'euros.**

Nous devons aujourd'hui faire un choix. Soit engloutir des milliards dans un dangereux rafistolage, soit investir ces sommes, dès maintenant, dans une véritable politique de transition énergétique, en commençant par fermer immédiatement les réacteurs ayant atteint 30 ans de fonctionnement.

Avec ce texte, aucune véritable transition énergétique n'est à l'ordre du jour. Cet immobilisme est une invitation à laisser la situation se dégrader encore plus. Non content de louper le coche de la transition énergétique, le gouvernement l'a tout bonnement enterré ! Le Réseau "Sortir du nucléaire" demande l'arrêt immédiat des réacteurs de plus de 30 ans et une vraie loi de transition énergétique. Il appelle les parlementaires à se ressaisir de la politique énergétique du pays et à exiger des changements en profondeur du texte de la loi. Il a d'ailleurs lancé une [action d'interpellation des députés](#) afin que ceux-ci s'opposent à la prolongation des réacteurs.

Contact presse :

Laura Hameaux 06 85 23 05 11

Notes

[1] <https://www.assemblee-nationale.fr/14/cr-cenucleaire/13-14/c1314027.asp>